



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط

Forum du Comité permanent des finances

CNUCCC

7 Septembre 2017 – Rabat, Maroc

Allocution de clôture

M. Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée

Madame la Secrétaire Exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques,

Madame la Secrétaire d'Etat chargée du Développement durable,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de m'adresser à vous aujourd'hui pour clôturer ces deux jours de discussions fructueuses, tenues à l'occasion de la session annuelle du Forum du Comité permanent des finances de la CNUCCC.

L'Union pour la Méditerranée est très heureuse, Mme Espinoza, de s'être associée à la CCNUCC et aux autres partenaires organisateurs pour l'événement de ces deux jours.

Je souhaite en particulier saluer à cette occasion Mme la Secrétaire d'Etat El Ouafi qui clôture cette session avec nous, en rendant un hommage appuyé au leadership du Maroc, sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, dans la lutte mondiale contre le changement climatique et la promotion de l'agenda global en matière de développement durable. Sa présidence réussie d'une

COP22 axée vers l'action, l'opérationnalisation et des résultats tangibles sur le terrain, a ouvert des opportunités majeures pour que les décisions stratégiques prises pendant la Cop21 à Paris puissent connaître une mise en œuvre effective pour répondre aux nombreux défis posés par le changement climatique.

Nous nous situons donc dans cette vision et démarche. **Nous commençons ensemble à construire l'ère bas-carbone, dans une œuvre collective.** Etats, collectivités, société civile, entreprises, organisations internationales et régionales : nous sommes tous mobilisés pour répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés collectivement. À cet égard, permettez-moi de féliciter la CCNUCC d'avoir réuni, en ce moment particulièrement opportun, des représentants de haut niveau des principaux acteurs et parties prenantes, pour échanger sur l'importance décisive du financement du changement climatique dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

Alors que nous travaillons à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unis, nous sommes convaincus qu'une mobilisation de tous est nécessaire, car nous pouvons et même devons travailler collectivement pour capitaliser sur les nombreux atouts dont disposent nos régions. La complexité du défi climatique impose de travailler au niveau global mais aussi de s'appuyer sur des niveaux intermédiaires pertinents. **La région Euro-Méditerranéenne est indéniablement l'un de ces niveaux.**

Les États membres de l'UpM sont tous déjà témoins des effets néfastes du changement climatique ; ils font face à des défis communs nécessitant des réponses multilatérales conjointes et des actions collectives. Une coopération renforcée et active dans les domaines de l'action énergétique et climatique n'est donc pas seulement nécessaire, mais représente également une opportunité pour les deux rives de structurer un agenda méditerranéen véritablement partagé, et d'atteindre les objectifs ultimes d'intégration et de développement durable dans la région.

Ce qui nous réunit aujourd'hui entre dans ce cadre et je voudrais vous dire avec force et conviction que l'Union pour la Méditerranée, sous l'impulsion de ses co-présidences, l'Union Européenne et la Jordanie, avec l'implication active de ses 43 Etats Membres, et avec le soutien de son Secrétariat général dont le siège est à Barcelone, se tiendra aux côtés de tous les acteurs Euro-Méditerranéens pour agir dans ce sens.

En effet, pour sa part, l'Union pour la Méditerranée s'inscrit dans cette logique stratégique d'action : l'ensemble des activités actuelles et en perspective de l'UpM contribuent concrètement à ces efforts. Avec 47 projets régionaux exemplaires labellisés par ses Etats membres, représentant un volume global de plus de 5 milliards d'euros, l'UpM est aujourd'hui un intervenant actif en faveur de cette transition vers un développement plus durable de la Méditerranée, engagé dans la lutte contre les vulnérabilités énergétiques et les menaces dues au changement climatique dans la région, ainsi que dans la transition vers des modèles énergétiques plus sûrs et plus durables.

Au total, grâce à une approche intégrée dans le domaine du changement climatique, l'Union pour la Méditerranée soutient des projets concrets axés sur le développement durable avec un impact dans la région, notamment dans les domaines des énergies renouvelables, du transport et du développement urbain, de la sécurité alimentaire, de l'eau et de l'économie bleue ; et quelques-uns des plus marquants et novateurs, notamment le Programme intégré pour la protection du lac de Bizerte contre la pollution en Tunisie, et le projet de régénération multi-site à Jéricho, en Palestine, ont été présentés pendant les sessions de ces deux derniers jours du Forum.

A travers la Déclaration ministérielle d'Athènes sur l'Environnement et le Changement Climatique, adoptée en 2014, les ministres des États membres de l'UpM ont reconnu la nécessité de veiller à ce que les stratégies et les mesures nécessaires pour relever les défis climatiques et environnementaux soient identifiées comme prioritaires, et se sont accordés pour accroître les ressources disponibles pour faire face à ces défis mondiaux. Nous espérons pouvoir organiser une nouvelle conférence ministérielle des 43 pays de l'UpM prochainement pour continuer à consolider la contribution de ce chapitre méditerranéen à l'agenda global.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

En ce moment d'action et de mobilisation, **le financement demeure le nerf de la guerre**. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes associés avec la CNUCCC pour l'organisation d'un évènement comme le Forum annuel du Comité permanent des finances.

Le financement climatique s'est avéré être l'un des aspects les plus importants de l'effort mondial visant à repousser les effets du changement climatique.

En effet, bien que les flux financiers soient actuellement disponibles et qu'il soit prévu qu'ils atteignent les engagements internationaux en matière de financement climatique, ils restent inégalement répartis entre les domaines de priorité et les zones géographiques. Cet écart persistant dans le financement climatique mondial a été identifié dans cette même déclaration : il existe un besoin évident d'une planification stratégique des investissements environnementaux et climatiques

À cet égard, en coopération avec les IFIs et les bailleurs de fonds actifs dans la région euro-méditerranéenne, l'Union pour la Méditerranée promeut actuellement la réalisation d'une étude sur l'état des lieux du financement climatique dans la région, financée par l'intermédiaire de la Facilité du dialogue politique régional sur la politique maritime intégrée et le changement climatique de l'Union Européenne, et dont la présentation officielle est prévue pour la prochaine COP23, qui aura lieu à Bonn en novembre prochain sous la présidence de la République des Fidji.

Les résultats préliminaires de cette étude dans les États membres de la Méditerranée du Sud et de l'Est ont démontré l'ampleur de cet écart, ainsi que le besoin critique de planifier les flux de financement climatique de manière plus stratégique, pour couvrir davantage les disparités géographiques et les domaines prioritaires. Le Comité permanent des finances de la CCNUCC y répond, en favorisant les ramifications régionales dans la réponse commune aux problèmes mondiaux.

Dans cette même logique, l'Union pour la Méditerranée a, d'une part, pris l'initiative au mois de mars 2016 de tenir un Comité régional de coopération pour le financement en matière d'action pour le climat, réunissant représentants nationaux, IFIs et les bailleurs de fonds afin de contribuer au renforcement et à l'harmonisation des flux financiers dans la région méditerranéenne.

D'autre part, le Secrétariat Général de l'UpM a également intégré l'action pour le changement climatique dans sa stratégie pour le secteur privé et dans l'ensemble de ses activités qui ont pour objectif de renforcer le rôle du secteur privé dans le développement socio-économique de la région. Collaborant avec de nombreux partenaires notamment à travers des projets régionaux structurants, le Secrétariat général de l'UpM a organisé plusieurs activités [*je sais que beaucoup d'entre vous y ont participé et je vous en remercie*]. Dans ce sens, le Secrétariat général de l'UpM organise le premier Forum d'affaires sur l'énergie et le climat le 18 octobre au Caire, rassemblant les acteurs clés du secteur dans un événement constituant un tournant dans la promotion du rôle du secteur privé dans la coopération régionale euro-méditerranéenne, particulièrement dans le domaine de l'énergie et du climat.

Vous le voyez Mesdames et Messieurs, L'Union pour la Méditerranée s'inscrit résolument dans le cadre de cette logique d'action et s'engage à vos côtés dans une démarche volontaire pour faire en sorte que notre vision stratégique pour le climat puisse trouver une traduction dans les faits.

Notre conviction aujourd'hui est simple et forte : le changement climatique est un défi pour la région mais c'est aussi une formidable source d'opportunités pour parvenir à des modèles de développement plus durables,

inclusifs et équitables. La Méditerranée doit et peut y contribuer pleinement. Faisons de la Méditerranée un chapitre majeur du Programme mondial de développement durable, tout en faisant de ce Programme une contribution essentielle pour la réalisation d'un développement inclusif et durable dans la région méditerranéenne.

Je vous remercie pour votre aimable attention.